Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Palestine & Israël > Leberman prône un « échange de population » pour les Arabes israéliens

Leberman prône un « échange de population » pour les Arabes israéliens

lundi 11 octobre 2010, par AFP (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2010).

Le ministre israélien des affaires étrangères Avigdor Lieberman a affirmé dimanche que les négociations avec les Palestiniens devaient être basées sur un « échange de territoires et de populations » concernant les Arabes israéliens. « Les négociations avec les Palestiniens ne doivent pas prendre comme base le principe de la terre contre la paix, mais de l'échange de territoires et de populations », a affirmé M. Lieberman à la radio militaire.

« Le refus déterminé de l'Autorité palestinienne de reconnaître Israël comme l'Etat du peuple juif doit nous conduire à placer la question des Arabes israéliens sur la table des négociations, on ne peut pas esquiver ce dossier », a ajouté le chef de la diplomatique. « C'est comme si un propriétaire vendait son appartement tout en exigeant que sa belle-mère reste dans les lieux, c'est impossible et inacceptable », a ajouté M. Lieberman.

Dirigeant d'Israel Beitenou, un parti ultra-nationaliste, M. Lieberman défend l'idée d'un échange de territoires peuplés d'Arabes israéliens contre des parties de Cisjordanie. Il entend ainsi parvenir à une « séparation » maximale entre Juifs et Arabes, et faire d'Israël un Etat « ethniquement homogène ».

M. Lieberman accuse en effet une partie de la minorité arabe israélienne, qui représente 20% de la population et descend des Palestiniens qui n'ont pas fui Israël au moment de la création de l'Etat hébreu en 1948, de constituer un danger pour la sécurité du pays. Ses positions ne reflètent pas la position officielle du gouvernement israélien notamment celles du Premier ministre Benjamin Netanyahu, chef de file du Likoud, le grand parti de la droite.

AFP

La militante pacifiste Mairead Maguire sera bien expulsée d'Israël

La Cour suprême israélienne a rejeté lundi 4 octobre l'appel de Mairead Maguire, prix Nobel de la paix, contre son expulsion d'Israël.

La Cour suprême israélienne a rejeté lundi 4 octobre l'appel de la militante pacifiste nord-irlandaise Mairead Maguire, prix Nobel de la paix, contre son expulsion d'Israël. « Son expulsion peut désormais intervenir à n'importe quel moment », a indiqué Salah Mohsen, porte-parole de l'association d'assistance judiciaire Adalah.

M^{me} Maguire, 66 ans, avait été appréhendée le 28 septembre à sa descente d'avion à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv où elle arrivait pour une visite d'une semaine consacrée à des entretiens avec

des militantes pacifistes internationales en Israël et dans les territoires palestiniens. Elle avait été aussitôt placée en détention.

Figure internationale de la cause palestinienne, Mairead Maguire faisait partie des dix-neuf militants pacifistes qui avaient essayé de se rendre à Gaza début juin à bord du cargo irlandais Rachel Corrie pour briser symboliquement le blocus imposé depuis 2006 par Israël. Les activistes propalestiniens avaient été expulsés par les autorités israéliennes une semaine après l'assaut meurtrier de commandos de marine israéliens contre le ferry turc Mavi Marmara.

« ÉPURATION ETHNIQUE DES PALESTINIENS »

Vendredi, un tribunal local israélien avait rejeté un premier appel de M^{me} Maguire contre la décision de la refouler, considérant qu'elle avait été dûment avertie en juin au moment de son expulsion qu'elle ne serait pas autorisée à entrer en Israël durant les dix prochaines années. La militante a affirmé au contraire aux trois juges de la Cour suprême qu'au moment de son expulsion elle avait annoncé son intention de venir fin septembre et que les autorités « lui avaient promis qu'elle serait autorisée à revenir en Israël », selon ses avocats.

« La paix régnera un jour dans ce pays, je crois, mais seulement lorsque Israël mettra fin à son apartheid et à l'épuration ethnique des Palestiniens », a plaidé, à son arrivée au siège de la Cour suprême à Jérusalem, la Prix Nobel de la paix 1976, récompensée pour ses efforts pour la réconciliation nationale en Ulster.

Durant sa détention, elle a « souffert de nausées et de déshydratation », selon le porte-parole d'Adalah. « Elle a dû être hospitalisée vendredi soir pour des examens médicaux avant de retourner au centre de détention [de l'aéroport Ben-Gourion] la nuit dernière », a précisé Salah Mohsen. « Elle est encore fatiguée mais elle a un bon moral », a-t-il ajouté.

* LEMONDE.FR avec AFP | 04.10.10 | 22h11 • Mis à jour le 05.10.10 | 08h13.